

AGRICULTURE, VERS UNE ALLOCATION PLUS EFFICACE DES RESSOURCES

Table des matières

La PAC se complexifie au fil des réformes 1

Les intrants agricoles toujours décisifs dans la rentabilité des exploitations 2

La vente de produits agricoles locaux se développe en Espagne 3

Les agriculteurs attendent de pied ferme le prochain président sur la PAC..... 4

Malgré la PAC, les revenus des agriculteurs espagnols fondent 5



Action cofinancée par la Commission européenne



La prochaine PAC devrait inclure les nouvelles technologies, qui rendront la profession plus attractive aux jeunes générations. [Rictor Norton & David Allen / Flickr]

La PAC se complexifie au fil des réformes

La politique agricole commune de l'UE doit satisfaire de multiples intérêts et ressemble maintenant à un puzzle géant que les réformes successives rendent de plus en plus complexe. Un article de notre partenaire espagnol, EFEAgro.

La politique agricole commune (PAC) remonte à l'Europe d'après-guerre, lorsqu'elle faisait partie d'un grand projet pour rassembler progressivement tous les aspects des activités socio-économiques et empêcher tout conflit à l'avenir.

La PAC est née avec un objectif : aider les agriculteurs européens à devenir rentables sur le long terme. Un de ses aspects clé était d'augmenter les approvisionnements alimentaires en partant du principe que le continent devait s'orienter vers une grande zone commerciale, dans laquelle les produits agricoles et alimentaires seraient harmonisés.

Pour cela, une politique commune était nécessaire pour rendre l'agriculture à travers les États membres aussi équitables que possible.

Une tâche difficile, il n'en fait aucun doute, dont la complexité se reflète dans les réformes successives de la PAC. Les institutions et les États

membres essayent tous et tout le temps d'améliorer la politique et de l'adapter aux marchés et à la société, qui eux sont en pleine mutation.

En plein milieu du programme 2014-2020, l'UE commence déjà à parler d'une nouvelle réforme et de nouveaux financements qui seront plus liés à des sujets comme la durabilité.

Attirer les jeunes

En Espagne, les coopératives agricoles ont un œil sur l'actuel PAC et un œil sur ce qui pourrait émerger à l'avenir.

Gabriel Trenzado, directeur des relations internationales chez Cooperativas Agro-alimentarias considère que la PAC dans sa forme actuelle a déclenché un débat sur la volatilité des prix et le déséquilibre dans la chaîne de valeurs.

Il estime toutefois que la prochaine PAC ne contribuera pas au débat. Au lieu de cela, il faut introduire des mesures pour s'attaquer à la volatilité et réajuster la chaîne de valeur pour que quelque chose soit fait durant ces périodes de baisse des prix qui affecte autant les producteurs.

Ignacio López, directeur des relations internationales à l'association des jeunes agriculteurs espagnols (ASAJA), assure quant à lui que de nouvelles politiques doivent être proposées pour permettre aux agriculteurs européens d'être

Suite de la page 1

compétitifs sur le marché mondial et pour que la transition générationnelle ait lieu.

Il a aussi déclaré que ces outils devaient inclure les nouvelles technologies, qui rendront la profession plus attractive pour la jeune génération, ainsi que le critère de durabilité environnementale, un facteur crucial dans la future réforme. Ignacio López considère que la PAC actuelle est « plutôt satisfaisante » et appelle à lui donner plus de temps pour se développer.

Agriculteur « actif »

Un des points les plus importants du débat autour de la PAC actuelle est la définition d'« agriculteur actif », qui détermine grandement combien le candidat recevra de financements.

La distribution équitable des fonds entre les professionnels agricoles

était l'un des principaux objectifs des ministres européens de l'Agriculture, mais le secteur espagnol de l'agriculture ne pense pas que cela a été accompli.

José Luis Miguel, de l'association agricole COAG, se demande si la Commission fait vraiment son possible pour définir clairement le concept d'agriculteur actif. Il a insisté sur le fait que les lois actuelles ne parvenaient pas à légitimer ce qui devrait pourtant être le pilier de la réforme en terme de modèle consolidé de production alimentaire, de facteurs sociaux et de durabilité environnementale.

Selon lui, la PAC « continue d'ignorer la nature stratégique du secteur ». Il a ainsi appelé Bruxelles à proposer des politiques permettant de protéger le secteur et de maintenir la vie à la campagne.

Ignacio Senovilla, de l'Union des petits agriculteurs (UPA), estime que le système de régionalisation ne doit pas

subir de réformes pour éviter toute instabilité dans la distribution des fonds.

Un des principaux problèmes ayant émergé des réformes successives sont les changements de critères qui complexifient la coordination entre les programmes de financement.

Ignacio Senovilla a par ailleurs souligné l'importance que la PAC a sur l'agriculture d'élevage, un secteur qui reçoit aussi des fonds principalement grâce à un soutien couplé. Selon lui, sans ce système, les brebis, les chèvres et une grande partie du bétail « auraient disparu ».

Les responsables de la Commission ont appelé les eurodéputés à soutenir la structure du budget et, si possible, à présenter d'autres propositions qui rendraient la production animale beaucoup plus solide dans la PAC de 2020.

Les intrants agricoles toujours décisifs dans la rentabilité des exploitations

Semences, engrais, pesticides, carburant, fourrage, système d'irrigation, eau, électricité : tous ont un impact sur les revenus des agriculteurs, selon les experts du secteur. Un article de notre partenaire EFEAgro.

Les coûts de production font partie intégrante de l'agriculture, en dictant les prix et en décidant combien d'aide sera versée via les programmes de soutien. Ces coûts sont aussi volatiles et fluctuent selon des décisions politiques et selon ce qu'il se passe sur



[AgriLife Today / Flickr]

les marchés mondiaux.

C'est tout particulièrement le cas du prix des céréales et des matières premières, qui sont essentielles pour nourrir le bétail. Par ailleurs, le secteur pense que l'électricité est l'intrant qui inquiète le plus l'industrie. Ainsi, les agriculteurs réclament davantage de

supervision de la chaîne d'intrants.

Marge bénéficiaire en déclin

« Il n'y a pas de parallèle entre les coûts de production et les prix de

Suite à la page 3

Suite de la page 2

vente », a expliqué Ignacio López, de l'association des jeunes agriculteurs espagnols (ASAJA).

C'est un problème qui s'est vraiment enraciné puisque pendant que les coûts de production ont augmenté de 15 % ces dernières années, le prix des produits fixé par les agriculteurs est resté ancré, a-t-il expliqué. En ce sens, la volatilité des marchés demeure un immense facteur d'incertitude chez de nombreux agriculteurs.

Outre ces coûts de production, Ignacio López a souligné qu'il y avait des coûts « réglementaires » que les agriculteurs européens étaient obligés de prendre en compte et qui affectaient leur performance face aux concurrents, dont l'exploitation agricole peut se trouver à quelques kilomètres de chez eux, de l'autre côté de la frontière.

Antonio Catón, de Cooperativas Agro-Alimentarias, a toutefois insisté sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir d'inquiétudes sur les coûts liés aux engrais et aux carburants. Dans le cas des engrais, les prix suivent un cycle et sont actuellement beaucoup plus bas qu'il y a deux semaines.

Crainte vis-à-vis du prix des carburants

Quant aux carburants, malgré une promesse de l'OPEP de réduire la production de pétrole, ce qui risque de mener à une hausse des prix, « les sonnettes d'alarme ne devraient pas retentir », a déclaré le porte-parole, José Cardona. Il appelle toutefois le secteur à rester vigilant face aux hausses de prix, expliquant que la baisse des prix des carburants ralentit depuis 2013.

Le secrétaire général de l'association agricole COAG, Miguel Blanco, est d'accord pour dire que contrôler les coûts de production est crucial pour maintenir la rentabilité du secteur agricole.

Voilà pourquoi il est nécessaire de contrôler cette chaîne, a déclaré Miguel Blanco, qui appelle à la mise en place d'un organe de surveillance pour apporter plus de transparence à un processus où, selon lui, « les oligopoles sont incontrôlables ».

Il a ajouté que les producteurs étaient limités par la chaîne et qu'une demande d'un contrôle plus strict avait déjà été faite au ministère espagnol de l'Agriculture.

Les agriculteurs pris en sandwich

Quant à l'électricité, Miguel Blanco a rappelé que les tarifs avaient augmenté de 70 % depuis la libéralisation en 2008, comparé à une moyenne européenne de 22 %. Il appelle à des contrats plus souples pour que les agriculteurs puissent avoir de l'électricité toute l'année et puissent irriguer quand cela est nécessaire.

Ignacio Senovilla, de l'Union des petits agriculteurs, a résumé la situation en disant que les agriculteurs étaient « pris en sandwich » entre la chaîne d'intrants et la chaîne de valeurs alimentaires. Il reconnaît que le prix des engrais et du carburant est un problème mondial sur lequel « on ne peut presque pas agir », mais a insisté sur le fait que les prix de l'énergie étaient le véritable problème.

Selon lui, plus de contrôle et d'intervention sont nécessaires de la part d'une administration qui « ferme les yeux ».

La vente de produits agricoles locaux se développe en Espagne

Des concepts comme le « 100 % local » et le « kilomètre zéro » prennent de l'ampleur en Espagne et forcent l'industrie alimentaire à repenser leur manière de faire. Un article de notre partenaire espagnol EFEAgro.

Au-delà des messages publicitaires habituels, les associations de consommateurs et du secteur reconnaissent qu'il n'est pas facile de rassembler les producteurs locaux et les industries, sauf pour ceux du secteur primaire.

Pourquoi ? Parce que les produits les plus facilement accessibles, en termes de proximité, ne sont pas les moins chers. Comme la production dépend des saisons, il n'est pas toujours facile de se procurer certains aliments localement.

Produits de base de saison

La société catalane Casa Amella est un exemple à suivre. « Tout ce que nous vendons a zéro conservateur, zéro additif ; et nos produits de base sont de saison », a déclaré son fondateur, Daniel Amella, à EFEAgro.

« En ce moment, nous ne faisons pas de soupes de légumes ou de poireau, car, tout simplement, il n'y en a pas dans nos champs. Nous n'avons pas de légumes sous serre... tout ce qui est vendu est ce qu'il reste dans le magasin », a-t-il expliqué.

La grande majorité de ses

Suite à la page 4

Suite de la page 3

fournisseurs sont dans la région de Bages, près de Barcelone, à quelques kilomètres seulement de l'usine de production, qui se trouve dans la ville d'Artés. La seule exception ? Les lentilles et les autres légumes viennent de Castilla y León.

Ils vendent de tout, de l'huile jusqu'aux pâtes en passant par des soupes et des hamburgers, et en 2017, une usine dédiée exclusivement à la production de jus sera ouverte .

« Nous pensons qu'il est possible d'acheter des produits en bas de la rue, et que c'est même mieux que d'acheter des produits provenant de l'autre bout du monde », a conclu Daniel Amella.

Le projet prend de plus en plus d'ampleur et la société termine 2016 avec un chiffre d'affaires de 2,5 millions d'euros, soit 25 % de plus que l'année précédente.

« Notre usine est végan. Elle est aussi durable, nous respectons l'environnement. Toutes les lumières sont LED et nous utilisons des matériaux comme le bois, l'argile, et le métal », a ajouté le fondateur.

Ses détracteurs estiment qu'il ne s'agit que d'une tendance, mais Daniel Amella souligne qu'il est important

que les consommateurs valorisent le produit final et comprennent pourquoi le prix de vente est beaucoup plus élevé que chez le concurrent.

Le « 100 % local » est plus populaire chez ceux qui sont intéressés par le secteur primaire, dont beaucoup décident de monter leur propre usine de production pour contrôler tout le processus.

Yaourt et lait bio

Casa Grande de Xanceda, en Galice, est un autre exemple. Cette marque de yaourt bio connaît une solide croissance et est en train de se créer sa propre niche. L'entreprise est propriétaire d'une ferme de 400 vaches et envisage de signer des accords avec d'autres éleveurs pour augmenter sa production.

« Nous voulions nous libérer de notre dépendance vis-à-vis du secteur laitier, avec lequel nous ne pouvions pas négocier. L'objectif initial était d'utiliser 100 % de lait produit par nos vaches. Au début, il y a eu beaucoup de gaspillage, mais les technologies et notre approche nous ont permis d'atteindre cet objectif », explique Jessica Rey, la porte-parole.

L'entreprise a décidé de favoriser les échanges avec les fournisseurs locaux, non seulement en ce qui concerne les produits alimentaires, mais aussi pour l'entretien des installations et le bien-être animal.

« Choisir des producteurs locaux a ses avantages. Le transport est plus facile, nous avons plus de contacts avec les fournisseurs et nous pouvons même partager nos calendriers et événements », ajoute la porte-parole.

En quatre ans, Casa Grande de Xanceda a doublé sa production, passant de 10 000 unités à 20 000.

De l'autre côté du pays, en Andalousie, une initiative rassemble les producteurs de produits « gourmets » pour faciliter la vente en ligne. L'entreprise, qui siège à Huelva, propose un large éventail de produits, d'huiles issues de coopératives au miel, en passant par les champignons.

La valeur ajoutée de la proximité géographique convainc de plus en plus de secteurs, dont la restauration collective. La Fundación Fuhem collabore avec des écoles pour permettre à leurs cuisines de produire des repas bio et de saison, dont les ingrédients sont fournis par des producteurs locaux.



[Phillip Capper / Flickr]

Les agriculteurs attendent de pied ferme le prochain président sur la PAC

Les agriculteurs français attendent le programme agricole du prochain président français. Le futur chef de l'État devra notamment peser dans la réforme de la politique agricole commune, dont les négociations démarrent en 2017.

La prochaine politique agricole commune (PAC) et le prochain président de la République française sont attendus au tournant par les milieux agricoles français, confronté à des crises multiples dans les secteurs du porc, du bœuf et du lait.

« Dès le début de son mandat, le futur Président de la République devra agir vite pour redonner un nouveau souffle à l'agriculture française », a expliqué la FNSEA, le principal syndicat agricole en France.

A quelques mois de l'élection présidentielle, les agriculteurs français attendent des mesures de relance de l'agriculture ainsi qu'une politique de soutien au modèle agricole européen, en souffrance face à la concurrence internationale et la volatilité des prix.

Selon les dernières données publiées par l'Insee le 13 décembre le revenu moyen d'une exploitation agricole devrait chuter de 26 % en 2016 par rapport à 2015. Les plus fortement touchés ont été les producteurs laitiers, frappés de plein fouet par la fin de quotas européens et la crise du lait qui a suivi.

Pour redresser la barre, la FNSEA propose aux candidats à l'élection présidentielle de s'engager à prendre au cours des 200 premiers jours de leur mandat 13 mesures, dont un certain nombre vise directement la politique



© Jane Atwood/Ministère agriculture

agricole commune, que l'exécutif européen doit réformer d'ici fin.

« L'architecture actuelle de la PAC est incapable de répondre à tous les enjeux. Les paysans ont besoin de l'Europe, oui ! Mais ils ont surtout besoin d'une Europe plus performante », souligne la FNSEA.

Pour François Fillon, le débat sur la nouvelle PAC est une priorité. Le candidat « Les Républicains » à l'élection présidentielle, qui part favori dans la course présidentielle compte « faire valoir notre conception de la PAC » lors des débats sur la réforme.

Parmi les propositions centrales, figure le maintien « à l'euro près » du budget de la PAC. Une proposition qui répond en partie à l'inquiétude de la FNSEA, qui estime que l'UE se désengage puisque « le budget de la PAC a baissé de 12 % entre 2007 à 2014, alors même que l'Europe s'élargissait à de nouveaux États ».

La gestion des risques

Parmi les critiques formulées à l'encontre de la PAC figure aussi celle de la gestion insuffisante des risques encourus par les agriculteurs. La question de consacrer une partie des aides européennes à l'assurance contre les aléas climatiques ou de marché, facteur de crises agricoles à répétition, fait partie des pistes.

Pour la FNSEA, il faut « développer les outils de gestion des risques » dans le futur cadre européen. Le syndicat

appelle notamment à la mise en œuvre d'un « fonds de stabilisation du revenu dans le cadre d'une future PAC rénové ».

« Lorsque le risque de marché se traduit par une telle fluctuation des prix qu'elle met en péril l'agriculture d'un pays membre, ou même l'ensemble des agricultures européennes, c'est aux outils communautaires d'intervenir, et je défendrai l'idée que la maîtrise du risque soit l'une des deux priorités de la PAC 2020 » affirme quant à lui François Fillon dans son programme.

La candidate du Front national, Marine Le Pen, que les sondages placent au second tour de l'élection présidentielle, appelle quant à elle purement et simplement à une renationalisation de la PAC, qu'elle juge inefficace pour l'agriculture française.

Question des normes

La question des normes agite aussi le débat agricole en France. La FNSEA appelle à la fin de la sur-transposition des normes européennes, une pratique française qui entamerait la compétitivité des fermes françaises par rapport à leurs concurrents européens.

L'appel semble avoir été largement entendu par François Fillon. « On ne compte pas les exemples de sur-transposition des règles et des normes européennes, qui sont déjà contraignantes et coûteuses, au nom du principe de précaution » détaille le candidat Fillon dans son programme.

Malgré la PAC, les revenus des agriculteurs espagnols fondent

Aides directes, fonds du deuxième pilier, coûts d'intrants, revenus agricoles, etc., Les agriculteurs européens doivent apprendre à jongler avec des éléments de plus en plus complexes. Un article de notre partenaire, EFEAgro.

En Espagne, près d'un million de fermes et d'exploitations agricoles ont géré plus de 30 millions d'hectares en 2015, selon les informations fournies par l'institut national de statistiques (INE). Le secteur génère donc environ 750 000 emplois.

L'Espagne est le deuxième plus gros bénéficiaire des financements de la Politique agricole commune (PAC), après la France. Pour la période 2014-2020, ces financements s'élèvent à 408 milliards d'euros. Les paiements directs, qui constituent le premier pilier, représentent la plus grande partie de cette somme, 300 milliards. Un peu moins de 100 milliards sont alloués au développement rural, le deuxième pilier.

Cela signifie que les zones rurales et agricoles espagnoles pourront compter sur environ 45 milliards d'euros d'aide d'ici 2020 : 34,58 milliards de paiements directs, et plus de 10 milliards d'aide au développement rural. Selon le Fonds espagnol de garanties agricoles, l'Espagne a déjà reçu 5,58 milliards pour le premier pilier et 1,69 milliard pour le second en 2015. Au total, cela représente 7,27 milliards d'euros distribués à 902 261 bénéficiaires.

Cette aide est en outre complétée par l'UE en période de crise. Récemment, cela a été le cas dans le secteur laitier après l'abolition des quotas et dans le secteur des fruits et légumes



Les revenus des agriculteurs doivent être soutenus, selon le ministère de l'Agriculture. [Carlos Magariños / Flickr]

suite à l'embargo russe. S'y ajoutent également des aides nationales et des communautés autonomes, notamment pour les coûts liés à l'achat de nouveaux équipements ou aux assurances.

Les agriculteurs doivent en effet composer avec des coûts importants en termes de main d'œuvre, d'équipement, de matières premières, de sécurité, d'hygiène et de santé.

Le ministère de l'Agriculture espagnol estime que les dépenses liées à la consommation intermédiaire a ainsi augmenté de 2,37 % entre 2014 et 2015, atteignant un total national de 21,49 milliards d'euros. Analysés dans le détail, les coûts se distribuent comme suit : produits phytosanitaires +915 millions ; engrais +2 milliards ; énergie et lubrifiants +1,89 milliard ; semences +906 millions ; nourriture animale +10,7 milliards ; soins vétérinaires +587 millions ; équipements +1,14 milliard ; et maintien des bâtiments +516,5 millions.

Ces frais n'incluent cependant pas les factures d'eau, d'assurance ou de modernisation, notamment en ce qui concerne la machinerie. En 2015, le revenu des agriculteurs s'élevait à un total de 24 milliards, ce qui illustre bien la minceur de leurs marges, soit 2,5 milliards.

Le ministère de l'agriculture espagnol considère comme revenu agricole les sommes engrangées grâce aux activités agricoles (les rémunérations qu'engendrent la terre,

le capital et le travail), ainsi que la valeur ajoutée des subventions, en excluant la consommation intermédiaire.

Il y a trois semaines, lors d'une première rencontre avec les agriculteurs, Isabel García Tejerina, la ministre à l'Agriculture, avait déclaré que « l'objectif [était] de consolider la croissance » des revenus agricoles et des rémunérations des exploitants. L'an dernier, les cultures ont rapporté un montant total de 27,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 7,68 %, et l'élevage a rapporté 16,2 milliards, une augmentation de 2,49 %. En Espagne, l'agriculture représente 8,5 % du PIB et 2,5 millions d'emplois directs et indirects.

Pour de plus amples informations sur les éditions spéciales d'EurActiv...

Contactez-nous

Natalie Sarkic-Todd

natalie.sarkic-todd@euractiv.com
tel. +32(0)2 788 36 63